

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 octobre 2016
(Convocation du 27 septembre 2016)



Aujourd'hui, le dix octobre deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denis SAINT PE

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Céline SALLES

Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : DOSSIER I - affaires générales / Appel à partenaires CEREMA : confirmation de candidature de l'Institution Adour

Exposé des motifs :

Le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et l'IRSTEA (ex-CEMAGREF) lancent un appel à partenaires pour accompagner les collectivités territoriales pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI). Il est proposé de retenir 10 à 12 territoires au niveau national soit 2 ou 3 au niveau du bassin Adour-Garonne. Ce partenariat prendrait la forme d'un accompagnement par du personnel CEREMA et dans certains cas IRSTEA. Sont ciblés les maîtres d'ouvrages de bassin versant souhaitant s'engager dans des études un peu ambitieuses couvrant un ou plusieurs des thèmes proposés. Ce partenariat peut être intéressant pour bénéficier d'expertise, notamment sur les systèmes d'endiguement ou sur l'évaluation socio-économique des programmes d'action relevant de la GEMAPI. Les déclarations d'intention des candidats sont à déposer avant fin août, et les candidatures complètes avant le 30 octobre.

Le conseil d'administration avait, lors de sa réunion du 22 juillet 2016, donné un accord de principe pour déposer une déclaration d'intention et réexaminer le dossier lorsque les informations seraient complétées quant aux modalités financières envisagées par les organisateurs.

Après contact avec le CEREMA, il s'avère qu'une participation financière est attendue de la part de la collectivité partenaire correspondant à 50% du montant des frais de personnel engagés par le CEREMA et l'IRSTEA sur l'accompagnement. Or, le conseil d'administration de l'Institution Adour a fait le choix de réaliser en régie la mission relative à la mise en œuvre de la réforme GEMAPI au sein de l'établissement.

Par ailleurs, la question de la conformité d'une telle opération au regard de prestations relevant du champ concurrentiel avait également été soulevée par le conseil d'administration.

Dès lors, considérant que le projet technique proposé au stade de la déclaration d'intention par l'Institution Adour peut présenter un intérêt pour le CEREMA et l'IRSTEA lesquels souhaitent développer des projets en lien avec la GEMAPI, le conseil d'administration propose de confirmer la candidature de l'EPTB tout en précisant que la contribution de la collectivité prendra la forme du temps agent consacré à cette opération.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

D'approuver le contenu technique de la candidature de l'Institution Adour dans le cadre de l'appel à partenaires proposé par le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et l'IRSTEA (ex-CEMAGREF) dans le cadre de l'appel à partenaires pour accompagner les collectivités territoriales pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Article 2

De préciser que la participation de l'Institution Adour dans le cadre de cet appel à partenaires interviendra sous la forme de temps agent, dans la mesure où l'établissement a fait le choix de réaliser en interne la mission « mise en œuvre de la GEMAPI au sein de l'EPTB du bassin de l'Adour » et bénéficie pour ce faire d'un cofinancement de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 octobre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,



A handwritten signature in black ink, which appears to be "Paul Carrere", is written over a rectangular stamp. The stamp contains the text "INSTITUTION ADOUR", "Département des Landes", and "40025 MONT DE MARSAN CEDEX".

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.